

## Néfaste et déconnecté du réel, le projet de Grande Agglo Tarbes-Ossun-Lourdes doit disparaître!

### **Communiqué de presse d'Olivier MONTEIL**

Conseiller Régional de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Secrétaire départemental du Front National des Hautes-Pyrénées

Dans leur éternelle folie des grandeurs, nos gouvernants socialistes ont concocté en 2015 une réforme territoriale visant à faire disparaître les départements et créant de nouvelles (et coûteuses !) super-régions, fusion des précédentes régions administratives françaises. Cette folie idéologique entérine la volonté mondialiste de vouloir faire disparaître les Nations au profit de « Länders » à l'allemande, nouveaux interlocuteurs privilégiés d'une Union Européenne supranationale.

Ainsi se retrouve-t-on aujourd'hui avec une monstrueuse région baptisée « Occitanie », en distorsion avec la réalité géographique, incohérente tant au niveau de l'histoire que des activités des territoires. De la Camargue aux Pyrénées bigourdanes, difficile de trouver la moindre cohérence !

Surtout, pour consolider le statut des nouvelles « capitales » régionales, on assiste à une hyper-métropolisation au détriment des zones rurales, grandes oubliées de la majorité socialo-écocommuniste.

Dans notre département, la volonté de l'ancienne préfète d'imposer une hyper-métropolisation aux Hautes-Pyrénées, soi-disant pour « peser » face aux autres métropoles régionales, a eu pour conséquence la mise sur pied d'un monstrueux projet de « Grande Agglomération » Tarbes-Ossun-Lourdes, réunissant 86 communes et près de la moitié des habitants du département !

Là encore, aucune cohérence, aucun respect des spécificités des territoires, aucun respect des communes qui ont majoritairement voté contre ce projet (vote de la CDCI du 25/02/2016).

Là encore, les zones et communes rurales seront les exclues et les oubliées de cette métropolisation forcée.

Et ce n'est pas l'avis favorable de la maire de Lourdes qui rendra ce projet plus crédible, bien au contraire venant d'une élue socialiste incapable de prendre d'autres mesures que des augmentations massives d'impôts locaux (CCPL) et endettant sa ville deux fois plus que la moyenne nationale, alors qu'elle distribue allègrement près de 2,7 millions d'€ annuels en subventions.

Le Front National des Hautes-Pyrénées, deuxième force politique du département, soutient pleinement l'initiative des recours administratifs engagés par de nombreuses communes contre ce projet technocratique et complètement déconnecté du réel. Il espère que par ces recours la voix du Peuple pourra se faire entendre... ce qui ne manquera pas d'arriver de toute façon en 2017 avec Marine le Pen à l'occasion de la prochaine Présidentielle !

